



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Discours prononcé par Monsieur Dominique LACROIX, Préfet de l'Ardèche,  
à l'occasion de la cérémonie des vœux du Préfet et du Président du Conseil général  
aux élus et personnalités du département  
Mardi 15 janvier 2012 à 18h00, Espace Ouvéze à Privas

*(seul le prononcé fait foi)*

## Cérémonie des vœux 2013

Espace Ouvèze de Privas – 15 janvier à 18h

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver ce soir, nombreux, pour la seconde année consécutive déjà, à l'espace Ouvèze. Le sénateur Teston et le député Dussopt m'ont priés de les excuser, étant retenus à Paris par leur mandat. Je remercie tout particulièrement le maire de Privas de nous y accueillir ici. C'est un rendez vous bien sur traditionnel mais c'est surtout un moment d'échange, de rencontre, un moment d'amitié que je vais veiller à ne pas réduire par un propos trop long.

Au préalable, je vous adresse à tous, vous tous qui incarnez la vie politique, économique, sociale et culturelle de l'Ardèche, mes vœux les plus chaleureux pour cette nouvelle année. Que 2013 vous apporte en premier lieu la santé ce bien on ne peut plus personnel qui est la première et la seule vraie richesse qui compte. Je vous souhaite aussi beaucoup de bonheur, beaucoup de réussite et d'épanouissement, pour vous-même à titre personnel, mais aussi pour vos proches ainsi que pour les institutions, les entreprises, les associations, les collectivités que vous dirigez ou bien auxquelles vous participez.

Les vœux que j'adresse ce soir à travers vous à tous les ardéchois, j'ai souhaité les placer sous le double signe de l'optimisme et du réalisme, optimisme quant à la perspective d'une sortie de la crise économique qui nous frappe depuis plusieurs années, réalisme quant à la nécessité de s'adapter à un monde en mouvement.

L'an dernier, ici même, je vous disais combien il me semblait nécessaire d'appréhender nos difficultés économiques avec lucidité et avec courage, tant dans la prise de conscience de leurs causes que dans la recherche de solutions, en se gardant des évidences et en sachant faire preuve d'humilité.

Aujourd'hui, la situation demeure incontestablement très préoccupante avec une montée régulière et importante du chômage, avec des carnets de commandes peu remplis pour de nombreuses entreprises et avec des perspectives souvent incertaines. Ne nous cachons pas la réalité, l'année qui s'ouvre sera sans doute encore très difficile et j'ai bien évidemment une pensée particulière pour tous ceux qui sont menacés dans leur emploi.

Et pourtant, sans pratiquer d'aucune manière la méthode Coué, je suis convaincu que les choses sont en train de changer et qu'on peut raisonnablement avoir de réels motifs d'optimisme quant à l'avenir.

J'en vois au moins deux :

- le premier est que notre société a enfin pris conscience de la crise et de la nécessité d'y porter remède. C'est un changement majeur dans notre pays.
- Le second motif est plus technique, c'est que les fondamentaux de notre économie ne sont pas si dégradés qu'on l'imagine parfois, nous avons de la ressource pour rebondir.

Je voudrais revenir brièvement sur ces deux aspects

**D'abord, la prise de conscience de la crise.** Elle est fondamentale car elle constitue un préalable indispensable pour que le corps social accepte les mesures de redressement nécessaires. L'un des pères de l'Europe, Jean Monnet, disait avec un sens aigu de l'observation des sociétés : « les hommes n'acceptent le changement que dans la nécessité et ils ne voient la nécessité que dans la crise. » Eh bien, nous avons la crise, nous avons pris conscience des réalités, et je crois que nous sommes prêts au changement.

Je vous en donnerai trois illustrations :

- la première, c'est le large consensus, même si certains demeurent bien entendu sceptiques et c'est leur droit, mais large consensus tout de même qui a accueilli le rapport Gallois avec la reconnaissance désormais partagée par la grande majorité de nos compatriotes d'un réel problème de compétitivité de notre économie. C'est nouveau et c'est essentiel car cela a donné toute sa crédibilité au pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi dont je rappelle quelques grandes mesures : le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, la Banque publique d'investissement, ou encore les emplois d'avenir et les contrats de génération.

- cette conscience de la réalité de la crise, je la mesure également à une évolution des rapports sociaux qui fait aujourd'hui une part plus grande au dialogue et à la recherche de solutions de compromis, une capacité à négocier au-delà des désaccords, dans la recherche d'un intérêt supérieur commun, celui de la pérennité de l'entreprise et de la sauvegarde de l'emploi. La meilleure illustration en est le succès de la négociation nationale entre les partenaires sociaux ; ils ont trouvé vendredi dernier les voies d'un accord intelligent qui va permettre de relancer l'emploi.

Localement, et dans le même esprit, je veux souligner les échanges très constructifs qui ont eu lieu en 2012 entre les dirigeants et les représentants des personnels de deux grandes entreprises ardéchoises, Chomarat et Plastic Omnium. Le dialogue pour rechercher les nécessaires marges de compétitivité a permis de sauver de nombreux emplois, grâce à des efforts partagés. Dans ces deux cas, je me félicite du sens des responsabilités des uns et des autres. Je souhaite que ces résultats aient valeur d'exemple et que d'autres sachent s'en inspirer, si nécessaire.

- je note enfin que les entreprises évoluent aussi dans leurs comportements d'acteurs économiques ; elles comprennent que face à la concurrence étrangère, il faut coopérer plus étroitement, mieux s'organiser ensemble. Une bonne illustration chez nous, en Ardèche, de ce changement d'approche, c'est l'association Vilesta qui regroupe des sous-traitants de l'automobile et dont le travail engagé depuis deux ans commence à déboucher sur des projets très concrets.

**La seconde raison de mon optimisme, après la prise de conscience de la crise, est une raison plus technique : c'est que notre économie conserve de réels atouts :**

- d'abord l'Union européenne dont nous restons, je le rappelle, l'un des piliers : elle demeure la première puissance économique mondiale et si les comptes d'un certain nombre d'Etats membres sont dégradés, n'oublions pas que les comptes consolidés de l'Union ne le sont pas, à l'inverse de ceux de certains de nos principaux partenaires économiques, je pense en particulier aux Etats-Unis dont la dette atteint des niveaux abyssaux. L'Euro, que nombre de commentateurs disaient perdu il y a encore peu, a retrouvé de la vigueur ; c'est toujours la deuxième monnaie échangée au monde.
- La France a également des atouts propres, des atouts structurels comme sa démographie, sa recherche (depuis 2000, 8 prix nobel, 2 prix abel et 4 médailles fields), ou encore son image dans le monde qui demeure très porteuse. Notre pays a aussi des atouts conjoncturels ne serait ce que le niveau record de son taux d'épargne (même s'il a baissé en fin d'année dernière, il demeure supérieur à 16%), le taux le plus élevé depuis 1983 ;

autre élément d'importance, les taux d'intérêts pour les entreprises et les particuliers qui ont atteint des niveaux historiquement bas et qui sont en tout cas nettement inférieurs à ceux que connaissent nombre de nos concurrents.

- Enfin et pour évoquer ce qui nous concerne au plus près, Rhône Alpes et l'Ardèche, le tissu économique de notre région et de notre département, par delà les difficultés du moment et la baisse des commandes dans certains secteurs, demeure globalement et structurellement sain ; cela ne veut pas dire que les entreprises ne connaissent pas de difficultés. Cela veut dire que leurs fondamentaux sont encore souvent bons ; nombre d'indicateurs bancaires et fiscaux en témoignent de façon constante.

En résumé, notre économie a globalement la ressource nécessaire pour investir, lorsque la confiance sera revenue ; la confiance, c'est bien l'un des enjeux de l'action engagée par le gouvernement ; peut-être à cet égard faut-il voir d'ailleurs un premier signe de retournement de l'opinion, dans l'un des indicateurs de conjoncture de l'INSEE qui fait état d'une remontée de 2 points du moral des ménages en décembre.

**Je suis donc réellement optimiste quant à notre capacité à sortir de la crise, ... mais à une condition toutefois ; c'est que nous puissions régler la question de nos comptes publics ; cela suppose volonté et réalisme ; La volonté de l'Etat est clairement affichée par le gouvernement. A nous, d'en assumer la traduction locale avec réalisme.**

La restauration de l'équilibre de nos comptes publics est un enjeu majeur de la modernisation de l'action publique engagée par le gouvernement, une politique qui n'est plus seulement comptable, comme par le passé, mais qui a pour finalité la création d'un nouveau modèle alliant solidarité et compétitivité (la structure de pilotage de ce travail n'est d'ailleurs plus rattachée comme par le passé à Bercy, mais au Premier Ministre ; c'est beaucoup plus qu'un symbole). La RGPP trouvait en effet ses limites dans son caractère purement comptable et on n'aurait pas pu la poursuivre en l'état bien durablement sans affecter sérieusement certains services publics. Un premier conseil interministériel de modernisation de l'action publique s'est tenu le 18 décembre dernier ; il a arrêté 4 grands axes d'action :

- la simplification des normes et des démarches,
- l'évaluation des politiques publiques
- la rationalisation du paysage des agences et des opérateurs rattachés à l'Etat,
- le développement de l'administration numérique.

Ce travail se fera à rythme soutenu, chaque ministère devant élaborer un programme de modernisation et de simplification pour la période 2013 – 2015 d’ici fin mars.

Ici, localement, nous devons contribuer, et de façon active, à cette rationalisation, à cette modernisation. C’est un devoir dont nul ne saurait s’exonérer. Il faut accepter de regarder les choses en face, il faut se projeter dans le futur sans se laisser gagner par le repli sur soi, sans se recroqueviller sur le mythe d’un quelconque âge d’or. Il n’y a pas de passé édenique ; il n’y a que des souvenirs tronqués que le temps qui passe a embellis en en effaçant les plus dures réalités.

- Non ! on ne saurait figer l’action publique dans son organisation et dans son contenu au seul motif qu’on n’a pas connu jusqu’ici autre chose.

- Non ! la proximité n’est pas par principe, en soi, un critère d’efficacité.

- Non ! on ne peut pas organiser sa vie privée autour des nouvelles technologies, autour d’internet, autour des tablettes numérique et autres téléphones tactiles, facebook, twitter, et j’en passe et refuser la même évolution pour les services publics.

- mais Oui en revanche, il y a encore des solutions d'économie et de performance à mettre en oeuvre, il y a encore des mutualisations à conduire, entre les services au sein d'un même département, mais aussi entre deux départements voisins, ou encore au encore niveau régional.
- Oui, certaines implantations territoriales de nos services ne sont plus justifiées aujourd'hui en terme d'efficacité, elles sont même parfois facteurs de baisse de performance ; il faut savoir l'admettre, le reconnaître et corriger ces situations, sans tabou. Je le redis une fois encore, c'est notamment le cas de certaines brigades de gendarmerie ;
- Oui enfin, il faut s'interroger, également sans tabou, sur le meilleur échelon (Etat, région, département, commune, ...) pour exercer telle ou telle activité, non pas à l'aune de l'histoire mais à celle de l'efficacité actuelle pour l'utilisateur et le contribuable.

La seule chose qui compte vraiment et sur laquelle vous me trouverez toujours à vos côtés, c'est que nos concitoyens s'y retrouvent et bénéficient toujours d'un service de qualité. Les agents de l'Etat y sont très attachés ; ils ont raison et ils sont prêts à faire les efforts que cela nécessite. Je veux à cet égard saluer tout particulièrement le travail des personnels de la préfecture de l'Ardèche en 2012 qui leur a permis d'obtenir (c'est chose faite depuis décembre) la certification qualipref, garantie par l'AFNOR.

Je suis convaincu que l'année 2013, par-delà les difficultés que nous connaissons sans doute encore, restera comme une année clé pour pour notre pays et pour notre département avec la mise en œuvre des mesures du pacte de compétitivité, avec une nouvelle donne dans les relations sociales et avec une véritable modernisation de l'action publique qui permettra de rétablir nos comptes. Je sais que mon propos, par son optimisme, n'est pas dans la tonalité de nombre de spécialistes, de commentateurs, d'experts. Mais, je sais aussi que la réalité de la vie, et heureusement, n'a souvent guère à voir avec leurs prévisions. A cet égard, en tout cas sur ce point, je rejoins le philosophe Edgar Morin qui dans un article récent dans le journal Le Monde, invitait à se méfier de la docte ignorance des experts.

Ma conviction est que nous réussirons collectivement et que nous ferons de 2013 une année utile si nous acceptons les efforts et la solidarité que cela nécessitera de la part de chacun. Nous sommes passés de la période des soins à celle du traitement de fond. A cet égard, et pour conclure sur une note humoristique mais néanmoins sérieuse, je vous laisse méditer cette réflexion du regretté Francis Blanche : « face au monde qui change, il vaut mieux penser le changement que changer le pansement ».

Encore, bonne et heureuse année à tous et merci de votre attention.